

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Méda

Prénoms : Dominique

Institution ou entreprise : Université Paris Dauphine-PSL

Axe(s) :

- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?

Intitulé de votre contribution : La nécessité de nouveaux indicateurs de richesse

Résumé de votre contribution :

Plus que jamais nous devons utiliser d'autres référentiels et d'autres conventions pour rendre compte de ce qui compte vraiment.

Se libérer du PIB pour mesurer ce qui compte vraiment

Les fondateurs du Forum pour d'autres indicateurs de richesse, dont l'économiste Jean Gadrey et le philosophe Patrick Viveret, estiment qu'il n'y a aucun besoin de croissance pour améliorer le pouvoir de vivre, réduire les inégalités, créer des emplois et contenir la dette

En 2008 et 2009, années du précédent plongeon de la croissance, Nicolas Sarkozy avait chargé une commission, dite « Stiglitz-Sen », de redéfinir des indicateurs de progrès « au-delà du PIB » (produit intérieur brut). A ces débats d'experts avait répondu le Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR), un collectif de citoyens et d'intellectuels mobilisés depuis longtemps sur ces questions. Ces travaux ont inspiré une loi « visant à la prise en compte des nouveaux indicateurs de richesse dans la définition des politiques publiques ». Portée par la députée Eva Sas (EELV) et votée à l'unanimité en 2015, cette loi n'est plus appliquée, et ne l'a d'ailleurs jamais vraiment été...

Le contexte de la crise sanitaire actuelle fait pourtant resurgir, avec plus de force qu'en 2009, des questionnements semblables sur « ce qui compte vraiment », sur « les vraies richesses », titre du livre de Jean Giono paru en 1936. Pour la première fois, on assiste dans le débat public à des réévaluations symboliques allant à rebours de la hiérarchie des valeurs dominantes. Ces réévaluations nous disent qu'il existe des biens et services essentiels, des métiers, majoritairement exercés par des femmes, relégués en bas de l'échelle des revenus, des qualifications et du prestige, qu'il

faut nettement revaloriser et développer, et d'autres dont l'utilité pour la société est discutable ou négative.

Elles nous disent qu'à cet égard les services publics sont précieux. En dépit d'un affaiblissement politique organisé depuis plusieurs décennies, ils apparaissent dans la crise comme le patrimoine de ceux qui n'en ont pas et comme la colonne vertébrale qui fait tenir debout une société affaiblie.

Hypercapitalisme suicidaire

Elles nous disent qu'il est suicidaire de laisser l'hypercapitalisme mondialisé – sous la forme du fondamentalisme marchand ou d'un capitalisme nationaliste et autoritaire – et les accords de libre-échange nous priver d'une autonomie (alimentaire, sanitaire, énergétique...) vitale.

Elles nous disent que la coopération et la solidarité sont aux sociétés humaines ce que la biodiversité est au vivant : ce qui permet de surmonter les chocs. Leur réévaluation actuelle est attestée par le sentiment douloureux de « manque » de relations avec des proches, par des pratiques d'entraide quotidienne, et par l'acceptation partagée de se soumettre à la violence du confinement – dont certaines modalités répressives et inégalitaires sont cependant contestables – pour soi, mais surtout pour les autres.

Elles nous disent enfin que, sans réorientation radicale de la production et de la consommation dans le sens d'une sobriété sélective, d'autres épidémies dramatiques sont certaines et que le désastre climatique en cours sera bien pire. L'urgence sanitaire n'a pas fait oublier l'urgence écologique et climatique, comme en témoigne la « contribution de la convention citoyenne pour le climat au plan de sortie de crise ».

Pour l'instant, ces réévaluations, bien présentes dans le débat public, y compris de la part du président de la République, ne se sont pas traduites en actes politiques forts. Il se pourrait même qu'elles soient enterrées d'ici quelques mois, si les « impératifs économiques » reprennent le dessus et si la priorité redevient la quête éperdue de la croissance. Une croissance qui reste, pour la plupart des économistes et responsables politiques, l'objectif premier que toute société moderne devrait constamment poursuivre pour subvenir aux besoins sociaux, qu'ils soient individuels par la consumma-

tion, ou collectifs par les services publics et la protection sociale.

Or, on sait depuis la fin des années 1960 que le « gâteau du PIB à partager » devient, en grossissant, de plus en plus toxique pour la vie, le climat, la biodiversité, la qualité de l'air, de l'eau, des mers et des sols. Qu'il ne contribue plus au bien-être à partir d'un niveau de richesse économique par habitant correspondant à celui qui était le nôtre il y a un demi-siècle. Qu'il s'est accompagné de l'explosion des inégalités mondiales documentée dans les rapports annuels d'Oxfam. Qu'il met le travail sous pression en lui faisant perdre son sens et en provoquant des maladies professionnelles physiques et psychiques.

Le PIB ne tient aucun compte de la dégradation des patrimoines écologiques, des activités bénévoles, du travail domestique, de l'évolution des inégalités. Une croissance du PIB par habitant de 2 % par an signifierait que nos descendants auraient en 2100 cinq fois plus de biens à consommer, 35 fois plus en 2200, etc. Quand arrête-t-on cette course à l'abîme ?

D'autres guides de progrès

On nous objecte alors qu'il ne faut pas diaboliser les concepts économiques de PIB et de croissance. C'est vrai : tant que le PIB, somme des valeurs ajoutées produites en un an dans une économie, est utilisé dans le cadre des comptes nationaux, il fournit des connaissances utiles, bien que plus fragiles qu'on ne le croit. Le problème survient lorsque sa croissance est sacralisée, lorsqu'elle est présentée comme condition impérative de tout progrès social, de la création d'emplois, de la réduction des inégalités ou de celle des dettes publiques, sans mettre en débat la nature de ce qui doit croître ou non. Tous ces raisonnements d'évangile sur la croissance salvatrice sont des croyances trompeuses

dont il faut se défaire. Il n'y a aucun besoin de croissance pour améliorer le pouvoir de vivre, pour réduire les inégalités, créer des emplois et contenir l'éventuel excès de dette.

L'alternative est pourtant simple, mais elle ne peut convenir à l'oligarchie : c'est une juste répartition des richesses économiques et non économiques, associée à de nouvelles priorités de production et de consommation mettant l'utile et les biens communs au-dessus du futile et de l'accumulation privée. Cette réorientation serait créatrice d'emplois ayant du sens, notamment dans les activités actuellement « au front » des urgences, ainsi que dans toutes celles exigées par la révolution écologique.

Cette alternative implique de se donner d'autres indicateurs comme guides de progrès humain, sanitaire, social, écologique et démocratique. Ce qui compte le plus ne peut pas toujours être compté, mais, dans certains domaines particulièrement vitaux comme le climat, les inégalités, la santé, ou la dette publique, des débats citoyens alimentés par des experts sont à même de proposer des indicateurs-balises. Le PIB et plus généralement l'économie doivent retrouver une place qu'ils n'auraient jamais dû quitter : au service de politiques des richesses essentielles, elles-mêmes définies par le débat public. ■

Jean Gadrey, économiste, **Florence Jany-Catrice**, économiste, **Dominique Méda**, sociologue, **Patrick Viveret**, philosophe, et **Celina Whitaker**, chercheuse en sciences sociales, sont membres fondateurs du Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR)

“
LA COOPÉRATION
ET LA SOLIDARITÉ
SONT AUX SOCIÉTÉS
HUMAINES CE QUE
LA BIODIVERSITÉ
EST AU VIVANT :
CE QUI PERMET
DE SURMONTER
LES CHOCs